diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

Qatar 2008-2014 : du soft au smart power

dimanche 23 mars 2014,par Mehdi LAZAR

Citer cet article / To cite this version :
Mehdi LAZAR, **Qatar 2008-2014 : du soft au smart power**, *Diploweb.com : la revue géopolitique, 23 mars 2014.*

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via **la page suivante** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Comment la stratégie du Qatar a-t-elle évolué à la suite de la crise de 2008 et depuis les printemps arabes ? M. Lazar distingue trois périodes : 2008 – 2011 : du soft power régional à une stratégie globale ; 2011 : la tentation du hard power ; 2013-2014 : vers un smart power discret.

LE QATAR fait partie des nouveaux acteurs étatiques dynamiques qui bénéficient du processus de globalisation et du basculement du monde vers l'Asie, notamment depuis la crise financière de 2008. Dans le cas spécifique de l'émirat à la perle, cela s'inscrit dans un contexte de forte hausse de son PIB suite à l'augmentation des prix des hydrocarbures durant la décennie 2000 et à ses investissements dans des infrastructures de production de gaz naturel liquéfié.

Le basculement récent du Qatar dans une « diplomatie d'engagement » tranche cependant avec sa traditionnelle diplomatie « de niche » des années 1990 et 2000. Le passage de Doha d'une volonté d'influence à une volonté de puissance [1] au début du printemps arabe est à ce titre la caractéristique majeure du changement de paradigme de sa politique étrangère. Ce dernier peut d'ailleurs être clairement identifié lors de **l'année 2011** et renvoie à la fois aux bouleversements géopolitiques régionaux dus aux printemps arabes mais aussi aux conséquences de changements importants qui ont eu lieu au cours de l'année 2008 tels que le rapprochement avec l'Arabie Saoudite ou les crises financières et agricoles mondiales.

2008 – 2011 : du soft power régional à une stratégie globale

L'année 2008 a été favorable pour le Qatar en raison de la forte capacité financière que le pays a accumulée lors de la décennie 2000 avec la montée en gamme de ses capacités productives et exportatrices de gaz naturel liquéfié, mais également grâce à la forte augmentation des prix des hydrocarbures lors de ce que certains ont pu appeler le « troisième choc pétrolier ».

Ces tendances lourdes on permit au Qatar de disposer d'une puissance financière considérable et se sont doublées d'une conjoncture paradoxalement favorable à **l'activisme diplomatique** de Doha avec en 2008 une double crise : agricole et financière. La crise agricole a été caractérisée par une montée des prix des produits alimentaires de base, ce qui fragilisa fortement l'émirat dépendant du marché mondial pour 95% de sa nourriture. Cela l'obligea à nouer des contacts de plus en plus en importants avec ses principaux fournisseurs de denrées alimentaires (notamment l'Europe) afin de sécuriser ses approvisionnements. La même année, la crise bancaire commencée en septembre fragilisa durablement les grands pays occidentaux qui se mirent à chercher activement des investisseurs étrangers, tandis que l'Asie moins frappée par la crise prenait de plus en plus d'importance dans les grands flux économiques mondiaux (augmentant ainsi sa consommation de gaz qatari).

> Faire coïncider la cartographie de ses exportations de gaz à l'échelle globale avec celle de ses ambitions diplomatiques.

L'année 2008 fut par ailleurs le moment du rapprochement du Qatar avec Riyad qui renvoya son ambassadeur à Doha. Cette puissante **conjonction de facteurs** a permis à l'émirat de faire coïncider la cartographie de ses exportations de gaz à l'échelle globale avec celle de ses ambitions diplomatiques qui dépassèrent désormais le cadre régional. Le soft power de l'émirat, autrefois limité aux grandes médiations régionales et à la portée de sa chaine de télévision Al-Jazeera en Arabe, a largement profité de la baisse de la menace saoudienne et de l'affaiblissement des grands

Etats occidentaux et de certains de ses voisins du Golfe.

Parallèlement à ce contexte global favorable, au niveau régional la tendance fut aussi à l'affaiblissement politique des leaders traditionnels, laissant ainsi plus de champs politique au Qatar. Ainsi, durant les décennies 1990 et 2000, la baisse de l'influence des « grands Etats » a pu se faire au bénéfice de nouveaux acteurs régionaux forts de leurs moyens financiers considérables. Le Qatar y vit une niche et, capitalisant sur sa tradition d'alliances, commença de grandes médiations comme celles du Soudan, du Liban ou d'Israël et des Palestiniens. Ces médiations furent possible grâce à la puissance financière du Qatar mais pas seulement : les Etats-Unis les ont soit soutenues, soit laissé faire – les utilisant à leur avantage – tandis que les acteurs régionaux traditionnels affaiblis avaient malgré eux laissé un espace géopolitique vacant. C'est clairement cette tendance qui s'est amplifié lors de la brèche des printemps arabes en 2011 avec de nouveau l'affaiblissement de nombreux pays du Maghreb et du Machrek. En effet, la signature des accords de Camp David par l'Egypte en 1978, l'appel de l'Arabie saoudite aux troupes américaines en 1990 et la défaite de l'Irak en 1991 avaient déjà réduit les capacités diplomatiques et politiques de ces pays dans la région. Or, depuis le début des printemps arabes l'Egypte s'est embourbée dans sa politique postrévolutionnaire tandis que l'Irak connait des luttes confessionnelles et l'Arabie saoudite des soucis de succession. Le Qatar a alors vu se mettre en place un contexte très favorable à sa tentative de devenir un leader régional, en plus d'un acteur global, profitant en cela des soucis internes des deux puissances régionales que sont l'Egypte et l'Arabie saoudite, de l'affaiblissement des pouvoirs chiites de la région (l'Iran et la Syrie, malgré le renouveau du chiisme en Irak) et des efforts des Etats-Unis pour se retirer du théâtre moyen-oriental après leurs semi-échecs en Irak et en Afghanistan.

Le cas libyen fut à ce moment pour le Qatar la première tentative d'imposer son hard power. Puis le dossier syrien acheva d'imposer Doha comme un acteur qui souhaitait compter dans la lignée des printemps arabes au niveau de la recomposition du Moyen-Orient.

2011 : la tentation du hard power

Le changement de stratégie régionale du Qatar fut commencé en **Libye** puis poursuivi en **Syrie**. Dans ces deux cas, le Qatar a ouvertement soutenu une partie des acteurs impliqués dans un conflit et s'est engagé directement dans des théâtres d'opération rompant ainsi avec sa politique de médiateur neutre. En cela, Doha a mis à mal l'article 7 de sa constitution qui institue la non-ingérence dans les affaires internes des États souverains. Il s'agit donc d'un changement de paradigme important de sa politique étrangère.

> Durant un temps, le Qatar a clairement rompu avec ses politiques d'influences précédentes inspiré du soft power anglo-saxon pour s'engager dans une politique de puissance proche du hard power.

L'émirat a pu mettre en place cette « diplomatie d'engagement » grâce au nouveau climat stratégique que les printemps arabes ont installé. Cette véritable « rupture géopolitique » a diffusé dans la région du Maghreb et du Machrek une ferveur révolutionnaire, qui dans le cas de la **Libye** s'est doublée du rejet du colonel Kadhafi par nombres d'Etat (sans compter pour certains Etats occidentaux comme la France, l'existence d'un sentiment de culpabilité face à leurs propres relations de bienveillance avec les anciens pouvoirs en place dans le monde arabe). Le Qatar a alors eu une assise favorable pour faire entendre ses positions de soutien au soulèvement libyen. Doha souhaitait cependant se débarrasser du colonel Kadhafi pour plusieurs raisons, à la fois politiques,

économiques et stratégiques. Pour le Qatar en effet, la décision d'intervention en Libye est venue de l'élite et de l'émir Hamad qui mettait en avant le fait que « les Arabes doivent résoudre les problèmes des Arabes » [2]. Cette doctrine et sa mise en œuvre permit alors de projeter le Qatar sur la scène internationale en tant que leader régional du Moyen-Orient tandis que le potentiel gazier libyen permettait une fois le colonel Kadhafi renversé de mettre en place des accords et des synergies entre deux grandes économies gazières du monde arabe. Enfin, la question de l'antipathie mutuelle des deux dirigeants n'est pas à négliger dans la question libyenne. Ce faisant néanmoins, le Qatar a clairement rompu avec ses politiques d'influences précédentes inspiré du soft power anglo-saxon pour s'engager dans une politique de puissance proche du hard power.

Cette première étape du changement de paradigme stratégique qatari fut suivie peu après du **cas syrien** où Doha profita non seulement du vide laissé par les autres pays arabes mais aussi de sa convergence de vues avec Riyad et certains Etats occidentaux comme la France. Le Qatar et l'Arabie Saoudite avaient d'ailleurs été, notamment suite à leur rapprochement datant de 2008, capables de se mettre d'accord sur le traitement de la crise du Bahreïn avec l'envoi de troupes de pays du Conseil de Coopération du Golfe afin d'empêcher une prise de pouvoir chiite sur la rive ouest du Golfe Persique.

> Le Qatar et l'Arabie saoudite se sont rejoints dans la tentative de renforcer l'« arc sunnite » au Proche et Moyen-Orient.

La répression de février et mars 2011 fut d'ailleurs absente des écrans d'Al-Jazeera, ce qui laisse penser à une **couverture des évènements de la chaine en arabe à « géométrie variable » en fonction des intérêts géopolitiques de l'émirat**. Alliés de circonstance malgré leur compétition pour la maitrise de la dynamique sunnite dans le Golfe, le Qatar et l'Arabie saoudite se sont rejoints dans la tentative de renforcer l'« arc sunnite » au Proche et Moyen-Orient. Ce fut le cas au Bahreïn mais aussi en Syrie. Cependant, la complexité de cette nouvelle stratégie régionale qui consiste à renforcer et à influencer les pouvoirs sunnites mit le Qatar dans une position délicate consistant à se ranger du côté des révoltes arabes, et donc souvent de partis issus de la mouvance des **Frères musulmans**, tout en ne froissant pas trop ouvertement l'Iran (comme lorsque Doha a tenté de faire sortir la Syrie alaouite de l'influence chiite). Et ceci en concurrençant plus ou moins ouvertement l'Arabie Saoudite pour l'influence sur les groupes révolutionnaires leaders des révoltes, comme en Syrie ou en Egypte. Une telle complexité dans un environnement régional aussi instable ressemblait bien à une randonnée sur une « ligne de crête » que le Qatar a du mal à suivre. Excessivement complexe géopolitiquement, cette tendance entre 2011 et 2013 a néanmoins semblé indiqué que le Qatar ne se sentait plus aussi vulnérable que dans les années 1990 et 2000 grâce à son rapprochement avec Riyad mais aussi en raison du soutien des Etats occidentaux – notamment le « parapluie américain » – et de leur frilosité à s'engager directement sur le terrain moyen-oriental. Cela a permis à Doha de défier plus ouvertement l'Iran, alors qu'il s'était rapproché du camp Damas-Téhéran lors de la décennie 2000.

Enfin, ce changement de stratégie fut possible grâce à la capitalisation des bonnes relations que le Qatar a mises en place pendant de nombreuses années avec les partis et mouvances issus des Frères musulmans dans la région. La visite de l'ancien Emir Hamad dans la bande de Gaza en octobre 2012 s'inscrit d'ailleurs dans cette dynamique. Elle arriva au moment où le Hamas prit ses distances avec Téhéran et Doha y a vu une opportunité d'éloigner Gaza de l'Iran tout en renforçant les liens entre le mouvement islamiste palestinien et l'émirat, en concurrence pour le leadership sunnite dans la région avec l'Arabie saoudite et l'Egypte. Cette stratégie se retrouva aussi dans d'autre pays avec un appui à certains mouvements islamistes comme en Afrique du Nord. Ainsi en 2011, Doha a fourni un

appui financier et diplomatique au parti Ennahda en **Tunisie**. Auparavant, le Qatar avait aussi acquis un rôle grandissant auprès d'une partie de **l'opposition algérienne islamiste en exil**, notamment les réseaux de l'ex-FIS et en particulier Abassi Madani qui vit dans l'émirat et qui y a noué des relations avec le CNT libyen. Ce fut aussi le cas en Egypte avec le soutien financier du Qatar au pays après la victoire de l'ex Président Morsi et cela alla jusqu'à des rumeurs faisant état d'une aide financière du Qatar aux mouvements islamistes armés au Nord du Mali [3].

Cette prise de distance avec la diplomatie de médiation des années 2000 de Doha ne fut cependant pas sans risque et **l'enlisement du conflit syrien, les dérives djihadistes en Libye ou encore l'échec des Frères Musulmans en Egypte ont coûté cher au Qatar.**

2013-2014 : vers un smart power discret

> Les leçons de « l'étirement stratégique » trop important du Qatar par rapport à sa puissance réelle ont été tirées.

L'arrivée au pouvoir du nouvel émir le 25 juin 2013 ont imposé un changement de style certain dans l'exercice diplomatique de l'émirat [4]. Les leçons de « l'étirement stratégique » trop important du Qatar par rapport à sa puissance réelle ont été reçues et l'impasse dans laquelle Doha se trouve au niveau diplomatique en Egypte mais aussi en Syrie en sont un exemple concret.

C'est cet échec diplomatique dû au changement de paradigme stratégique en 2011 qui **explique en partie l'abdication de l'émir Hamad Ben Khalifa Al Thani et le départ dans la foulée de son Premier ministre, Hamad Ben Jassem Al Thani** – responsable de la politique étrangère de Doha – à la faveur du prince héritier Tamim. La succession s'est traduite immédiatement par **une action diplomatique plus discrète de Doha et surtout un périmètre revu à la baisse**. A ce titre on peut citer un soutien moins franc à des régimes devenus impopulaires ou en proie à des difficultés post-révolutionnaires (en Tunisie notamment, pays dans lequel le Qatar était d'ailleurs lui-même devenu impopulaire auprès d'une partie de la population), de certaines factions en Syrie, ainsi qu'aux Frères musulmans. Cette action plus discrète ne signifie cependant pas retrait diplomatique mais plutôt **une mutation de l'action diplomatique avec un retour vers des politiques plus traditionnelles pour le Qatar, telles que la mise en œuvre de son soft power grâce à ses atouts historiques** : les médias – avec le lancement d'Al-Jazeera aux Etats-Unis en 2013 – les investissements économiques à l'étranger et dans des capacités éducatives étrangères sur son territoire, ou encore le sponsoring d'évènements culturels, artistiques et sportifs haut de gamme (tel que le sommet éducatif WISE). Dans les années à venir, ces aspects seront fondamentaux et remis au centre de l'action étrangère qatarie, notamment dans la perspective du mondial de football de 2022.

Si l'action étrangère du pays se fait plus discrète, l'accent est par contraste mis sur la politique intérieure. Lors de son premier discours à la nation l'émir Tamim a peu parlé de la Syrie mais a insisté sur le développement du Qatar. Cela s'explique autant par le contexte régional peu favorable que par le positionnement du nouvel Emir qui souhaite construire sa relation avec ses sujets. Les problématiques auquelles le pays va être confronté dans les années qui viennent, notamment avec l'échéance de la coupe du monde de football (tels que les conditions de vie des travailleurs immigrés) impliquent d'autant plus que le nouvel émir sache créer du consensus autour de sa personne auprès de nationaux. Sur le plan de la politique étrangère, les fondamentaux de l'émirat ne devraient cependant pas changer. La politique arabe qatari s'articule autour du soutien à la question

palestinienne tandis que la relation bilatérale avec les **Etats-Unis** reste fondamentale pour Doha. Et celle-ci ne devrait pas sensiblement évoluer tant les deux pays ont besoin les uns des autres. Le rapprochement avec l'Arabie Saoudite se confirme et les rivalités qui sont apparues au cours des printemps arabes devraient diminuer, notamment car l'émir Tamim est plus proche du royaume que son père. Cette volonté d'apaisement a été illustrée par le prince Tamim, qui a réservé sa première visite officielle à l'étranger à Riyad ou encore par le nouveau ministre des affaires étrangères qui a été une des premières personnalités politiques arabes à se rendre en visite officielle en Egypte malgré le départ forcé de Mohamad Morsi, président démocratiquement élu et soutenu par Doha. La Qatar a donc revu à la baisse sa rivalité régionale avec le royaume et lui laisse reprendre le leadership dans les dossiers régionaux (comme en Egypte ou en Syrie, avec notamment le boycott de l'Arabie Saoudite de son siège de membre non-permanent du Conseil de sécurité en signe de protestation contre l'inaction en Syrie).

La politique régionale qatarie s'est donc depuis peu adoucie – ce qui laisse plus de champ à l'Arabie Saoudite – en raison des nombreux revers que l'émirat a connu au Moyen-Orient. Cela laisse à Doha la possibilité de se concentrer sur sa politique intérieure mais aussi de revenir sur sa politique traditionnelle de soft power qui, combinée avec quelques engagements bien choisis, pourraient former un **nouveau smart power pour le Qatar**.

Conclusion

La politique étrangère du Qatar dispose d'atouts indéniables : une large influence médiatique (avec la chaîne Al-Jazeera), des investissements globaux, le sponsoring de grands événements sportifs, intellectuels et culturels ou encore des médiations régionales qui lui ont donné une visibilité réelle. Commencée à la fin des années 1990 et montée en puissance au cours des années 2000, cette politique d'influence a bénéficié des revenus exponentiels du gaz naturel et d'une conjoncture favorable avec un vide de puissance régionale et la prudence des Etats-Unis. Le passage à une diplomatie d'engagement en 2011 a cependant été un changement de paradigme stratégique risqué pour l'émirat.

Censée capitaliser sur la montée en charge de sa diplomatie multidimensionnelle durant la décennie 2000 et la stabilité de l'émirat pendant les printemps arabes, ce changement stratégique dépassa la simple volonté de diversification des actifs et de sanctuarisation du territoire pour passer de soft power à hard power. **La multiplication des difficultés lors de l'année 2013** a cependant conduit l'émirat à le remettre en cause et à nommer un nouvel émir au pouvoir. Cela sera l'occasion de créer une nouvelle synthèse mois paradoxale entre un pays assez ouvert sur le plan extérieur et conservateur sur le plan interne, alors que le soutien aux révolutions arabes a révélé des contradictions de plus en plus apparentes. Pour cela, un nouveau smart power qatari sera à inventer avec une diplomatie plus discrète et un accent mis sur le modèle de développement de l'émirat. L'atout du gaz naturel liquéfié est encore là pour cela.

Mars 2014-Lazar/Diploweb.com

Plus

Mehdi Lazar, *Le Qatar aujourd'hui*, éd. Michalon, 2013.

Incontournable Qatar. Agaçant, visible, ambitieux : les adjectifs ne manquent pas pour qualifier un

émirat qui ne laisse pas indifférent. De la chaîne de télévision Al-Jazeera à ses investissements massifs dans le sport, l'industrie et la finance en passant par son activité diplomatique, l'émirat qatari est omniprésent dans les médias. Que cherche donc le Qatar ? Comment et pourquoi un pays géographiquement et démographiquement aussi faible est-il devenu aussi visible ? La réponse est à la fois dans la géographie du Qatar et dans l'histoire du Moyen-Orient.

L'émirat a considérablement changé au cours de ces cinquante dernières années. À quoi ressemble-t-il aujourd'hui ? Immensément riche de son gaz, certes, l'émirat est avant tout composé à 85% d immigrés. Un État très visible sur la scène internationale malgré son faible poids géographique et démographique. Un pays où l'avènement de la société de consommation ne s'est pas traduit par un changement des structures sociales. Un pays où le poids des fragilités géographiques et géopolitiques pèse sur les choix diplomatiques et économiques. Un pays, enfin, qui s'interroge sur le rythme à donner aux réformes politiques.

Dans cette étude complète et détaillée, Mehdi Lazar propose de retracer la montée en puissance de l'émirat à travers ses lignes de force et de faiblesse et tente ainsi de comprendre les raisons de sa surexposition.

. Voir sur le site des éditions Michalon

P.-S.

Mehdi Lazar est géographe, chercheur associé au laboratoire Géographie-Cités. Il est également membre du cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient (CCMO). Membre du Conseil scientifique du Centre géopolitique auquel est adossé le Diploweb. Il a publié "Le qatar aujourd'hui", éd. Michalon (2013).

Notes

[1] Mehdi Lazar, Qatar : quelle stratégie régionale ? De l'influence à la puissance, Diploweb, 14 octobre 2012

[2] David Roberts, The Arab World's Unlikely Leader : Embracing Qatar's Expanding Role in the Region, POMED Policy Brief, 13 mars 2012.

[3] Farid Alilat, « Des dollars du Qatar pour financer un khalifa islamique aux frontières d'Algérie », in Dernières nouvelles d'Algérie, 6 juin 2012.

[4] Mehdi Lazar, Qatar : quelle transition ?, Diploweb, 23 juin 2013.